



Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du Jeudi 11 Octobre 2018

20h30 – Salle du Conseil Municipal



L'an deux mille dix-huit, le jeudi 11 Octobre à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du conseil municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉSENTS : Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, M. Bernard ANDRE, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE et M. Patrick MOIREAU

ONT DONNÉ POUVOIR : Mme Christine CASSUS à M. Jean-Claude DARCY

ABSENTS NON EXCUSES : M. Patrick CHANUT

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 9

Présents : 7

Pouvoir : 1

Votants : 8

Date de convocation : le 4 Octobre 2018

Date d'affichage : le 16 Octobre 2018

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 14 Juin 2018

Le procès-verbal de la séance du jeudi 14 Juin 2018, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observations, à l'unanimité.

II - DÉLIBÉRATIONS

1 – Délibération N°2018-10/27 : *Rapport sur l'activité 2017 des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays Fertois*

Le conseil municipal souhaite que le rapport 2017 soit présenté par un élu de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale.

La délibération sera prise lors de cette présentation.

2 – Délibération N°2018-10/28 : *approbation du rapport de la CLETC (commission locale d'évaluation des transferts de charges)*

Madame le Maire

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment celles de l'article L. 5211-5, ainsi que celles des articles L. 5214-1 et suivants de ce code ;

Vu les dispositions de la loi du 12 juillet 1999 relatives au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu l'arrêté préfectoral n°2017/DRCL/BCCCL/N°91 du 14 novembre 2017 créant la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie issue de la fusion du Pays de Coulommiers et du Pays Fertois.

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie,

Vu le rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges du 26 septembre 2018,

Vu le IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts qui dispose que le rapport de la CLETC « *est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission* »,

PROPOSE d'approuver le rapport de la CLETC annexé à la présente délibération

Après examen et délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE :

APPROUVE le présent rapport de la CLETC de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie du 26 septembre 2018.

3 – Délibération N°2018-10/29 : modification des statuts de la communauté d'agglomération du Pays de Coulommiers

Mme le Maire,

Vu l'arrêté préfectoral 2017/DRCL/BCCCL n° 91 du 14 novembre 2017 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays et constatant la composition de son conseil communautaire à compter du 1^{er} janvier 2018

Vu les délibérations 11 janvier 2018, 5 avril 2018 et 27 septembre portant modification de statuts,

Vu le courrier de la préfète en date du 19 septembre 2018 demandant que la communauté d'agglomération se dote de la compétence facultative « Animation, études et concertation dans les domaines de la prévention des risques d'inondation ainsi que de la gestion de l'eau et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques : mise en œuvre des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eau (SAGE)

Vu les statuts et notamment l'article 5-3-14 comme suit :

« 5.3. Compétences facultatives »

5-3-14 Instruction des documents d'urbanisme liés au droit des sols :

Sur l'ancien territoire de la Communauté de communes du Pays de Coulommiers :

– Sur le territoire de la CCBM avant fusion au 1^{er} janvier 2017, instruction des permis de construire, et l'ensemble des documents d'urbanismes liés aux droits des sols (certificats d'urbanisme A et B, déclaration préalable, permis d'aménager) et traitement des contentieux liés à ces instructions ; et ce dans le cadre d'un traitement de l'ensemble ou partiel de ces documents établi par convention.

Considérant la volonté de créer un service urbanisme Intercommunal

PROPOSE d'étendre la compétence déclinée au 5-3-14 Instruction des documents d'urbanisme liés au droit des sols à l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération rédigé comme suit :

Instruction de l'ensemble des dossiers d'autorisation d'urbanisme liés au droit des sols : permis de construire, des permis de démolir, des permis d'aménager, certificats d'urbanisme A et B, déclaration préalable, autorisation préalable d'enseignes.

PROPOSE de prendre en compétence facultative déclinée au 5-3-17 : « Animation, études et concertation dans les domaines de la prévention des risques d'inondation ainsi que de la gestion de l'eau et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques : mise en œuvre des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Après examen, délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

EMET un avis FAVORABLE aux statuts

4 – Délibération N°2018-10/30 : accord sur le projet de périmètre et sur le projet de statuts du syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat mixte de transport d'eau potable du provinois » et du « syndicat d'alimentation en eau potable de la région nord-est de Seine-et-Marne »

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du Maire,

Vu l'arrêté interdépartemental 2018/DRCL/BLI n°66 du 29 juin 2018, joint en annexe, portant projet de périmètre d'un syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat mixte de transport d'eau potable du Provinois » et du « syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord-Est de Seine-et-Marne ».

Vu le projet de statuts du syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat mixte de transport d'eau potable du Provinois » et du « syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord-Est de Seine-et-Marne », dénommé Syndicat de l'Eau de l'Est dit « S2E77 », joint en annexe.

Considérant que les comités syndicaux du « syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord-Est de Seine-et-Marne » et du « syndicat mixte de transport d'eau potable du Provinois », ont délibéré respectivement les 2 et 3 mai 2018, pour demander leur fusion.

- Que la création d'un syndicat unique est apparue comme une opportunité réelle, puisque ce rapprochement permettra de :

- Maitriser la ressource
- Assurer une gestion patrimoniale efficiente
- Mutualiser une ingénierie de qualité
- Etre structuré pour accéder aux financements
- Garantir un service optimal au prix le plus juste

Considérant que Madame la Préfète de Seine-et-Marne a été sollicitée pour que la procédure de fusion soit menée.

- Que la Commune de Marolles en Brie adhérente au « syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord-Est de Seine-et-Marne » est invitée à rendre un avis sur le projet de périmètre ainsi que sur le projet de statuts de ce futur syndicat.

Après en avoir délibéré, à la majorité (Pour : 4 voix – abstention : 3 voix)

Approuve le projet de périmètre du futur syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat mixte de transport d'eau potable du Provinois » et du « syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord-Est de Seine-et-Marne ».

Approuve le projet de statuts du futur syndicat mixte issu de la fusion du « syndicat mixte de transport d'eau potable du Provinois » et du « syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord-Est de Seine-et-Marne ».

5 – Délibération N°2018-10/31 : SDESM : adhésion des communes de Bagneaux-sur-Loing, Lesigny, Croissy-Beaubourg et Villenoy

Vu la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie et, notamment, son article 33,

Vu les délibérations n° 2018-36 et 2018-40 du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne portant approbation de l'adhésion des communes de Bagneaux-sur-Loing, Lesigny, Croissy-beaubourg et Villenoy ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

APPROUVE l'adhésion des communes de Bagneaux-sur-Loing, Lesigny, Croissy-beaubourg et Villenoy

6 – Délibération N°2018-10/32 : Décisions modificatives sur le budget de la commune

Mme le Maire expose qu'il est nécessaire de modifier le budget communal.

Considérant qu'une décision modificative du budget communal s'impose, le Conseil Municipal vote à l'unanimité :

Le compte 023 :	- 542,50 €
Le compte 681 chapitre 042 :	+ 542,50 €
Le compte 021 :	- 542,50 €
Le compte 280422 chapitre 040 :	+ 542,50 €

7 – Délibération N°2018-10/33 : Décisions modificatives sur le budget de l'assainissement

Mme le Maire expose qu'il est nécessaire de modifier le budget de l'assainissement.

Considérant qu'une décision modificative du budget de l'assainissement s'impose, le Conseil Municipal vote à l'unanimité :

Le compte 1681 chapitre 041 en recette :	+ 93 000 €
Le compte 131 chapitre 041 en dépense :	+ 93 000 €

8 – Délibération N°2018-10/34 : Approbation de la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 22, 23-I, 24 alinéa 2 et 25 ;

Vu la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de Seine-et-Marne du 10 octobre 2017 approuvant les termes de la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de Seine-et-Marne.

Considérant l'exposé des motifs ci-après :

La loi du 26 janvier 1984 prévoit le contenu des missions optionnelles que les Centres de gestion de la Fonction publique territoriale sont autorisés à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur département.

Que ces missions sont détaillées aux articles 23-I, 24 alinéa 2 et 25 de la loi précitée : que leur périmètre couvre les activités de gestion des archives communales, de conseils et formations en

matière d'hygiène et sécurité, de gestion du statut de la Fonction publique territoriale, de maintien dans l'emploi des personnels inaptes, d'application des règles relatives au régime de retraite CNRACL. Que l'accès libre et révocable de la collectivité à ces missions optionnelles suppose néanmoins un accord préalable valant approbation.

Que le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne en propose l'approbation libre et éclairée au moyen d'un seul et même document cadre, dénommé « convention unique ».

Que ce document juridique n'a de portée qu'en tant que préalable à l'accès à une, plusieurs ou toutes les prestations optionnelles proposées en annexes.

Que la collectivité cocontractante n'est tenue par ses obligations et les sommes dues, qu'avec la due production d'un bon de commande ou bulletin d'inscription, aux prestations de son libre choix, figurant en annexes.

Entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

La convention unique pour l'année 2019 relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne, est approuvée à l'unanimité.

ARTICLE 2 :

Madame le Maire est autorisée à signer ledit document cadre et ses éventuels avenants.

9 – Délibération N°2018-10/35 : SIANE : Tarifs communaux 2019

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCORTE la convention de facturation et son avenant pour la délégation de la facturation de la redevance et taxe d'assainissement collectif au SIANE.

ACCORTE le tarif de la prestation de service de 2,80 € HT par facture émise + 0,21€ HT par formule RAR, délibéré par le Comité Syndical du SIANE en date du 29/03/2018, qui sera facturé selon les modalités prévues dans la convention de facturation liant le SIANE et la Commune.

FIXE le montant de la redevance d'assainissement collectif pour l'année 2019 de la manière suivante :

La part fixe de la redevance d'assainissement est forfaitaire et s'appliquera pour l'année budgétaire 2019

- Prime fixe : 54.07 € HT
- dont 35.07€ HT pour la part communale et 19 € HT pour la part de l'exploitant (selon délibération du Siane lors de la réunion du 29/03/2018).

La facturation de l'assainissement pour la part variable est faite sur la base de la différence entre le relevé réalisé en 2018 et le relevé effectué en 2019.

- Part variable au m³ : 4,70 € HT/ m³
- dont pour la part communale 4,20 € HT/ m³ et 0,50 € HT/m³ pour la part de l'exploitant (selon délibération du Siane lors de la réunion du 29/03/2018).

La facturation de l'assainissement collectif sera faite par le Siane à l'usager, selon les modalités de la convention de facturation et avenants liant commune et Siane, via une facture d'acompte, et une facture de solde émise après transmission des relevés d'eau potable par le SNE.

10 - Délibération : SNE : adoption du RPQS 2017

Délibération annulée.

11 – Délibération N°2018-10/36 : SMITOM : approbation du Rapport d'activité 2017

Mme le Maire expose le Rapport d'activité 2017 du SMITOM et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte le rapport.

12 – Délibération N°2018-10/37 : subvention pour l'association SLD

Suite à l'achat d'étagères pour différents locaux communaux et de divers matériaux, le conseil municipal décide à l'unanimité, de verser à titre exceptionnel une subvention de 250 € à l'association Sport Loisirs et Détente de Marolles en Brie.

13 – Délibération N°2018-10/38 : Avis sur la demande d'autorisation d'épandage des digestats de méthanisation

Vu la consultation du dossier de l'enquête publique environnementale unique sur la demande d'autorisation d'épandage des digestats de méthanisation,
Considérant l'enquête publique du 03/10 au 05/11/2018,
Conformément à la demande du préfet, le conseil municipal, à l'unanimité, donne un avis défavorable sur l'autorisation d'épandage sur la commune.

14 – Délibération N°2018-10/39 : Projet distributeur de pain sur la commune

Mme le maire expose le projet d'installer un distributeur de pain sur la commune.
Après consultation du conseil municipal, une enquête sera distribuée dans les boîtes aux lettres pour recueillir l'avis des administrés.
Pour éventuellement établir un contrat de location d'un an avec option d'achat.
Location : 420€ TTC /mois pendant 12 mois avec assurance et maintenance
Achat : 15 000 € TTC, sans assurance et sans maintenance.

15 - Voirie : Pose de ralentisseurs à Milhard et achat de différents panneaux signalétiques pour la commune

Le conseil municipal propose soit d'installer des ralentisseurs ou de poser un panneau STOP. Plusieurs devis seront demandés.

12 - Questions Diverses

- La porte sur le côté de l'Eglise va être changée, pour un devis de 1 411 €TTC.
- Un fourreau supplémentaire sera rajouté pour installer l'électricité dans le local de la pompe.
- La fuite de la source aux Morils va être déviée et la réfection de la voirie sera faite, pour un coût total de 4 080 € TTC.
- L'achat d'une enceinte pour la salle des fêtes est en projet, des devis sont demandés.

Questions publiques :

- Peut-on effectuer une mensualisation auprès du SNE ? oui il faut en faire la demande auprès d'eux directement.
- En ce moment, des études de faisabilité pour la fibre sont effectuées sur la commune par l'entreprise RESONANCE.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h30.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.